

# LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Laurent WEINSTEFFER

Le mois politique

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1902, tome 4, p. 188-191

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

## LE MOIS POLITIQUE

C'est un mois tragique qui vient de se terminer ; et bien que l'épouvantable catastrophe de la Martinique frappe surtout la France, en détruisant aux trois quarts l'une de ses plus belles et de ses plus riches colonies, le monde entier a tressailli d'épouvante en apprenant le cataclysme qui mit, en une heure de temps, quarante mille hommes en face de l'éternité. L'imagination a de la peine à se représenter cette désolation, car la réalité dépasse toute description et il ne reste plus qu'à demander aux vérités de la foi chrétienne des consolations pour une pareille douleur. Mais il est sorti un tel mouvement d'universelle pitié que nous n'avons pas encore le droit de désespérer de l'humanité. La fraternité la plus touchante s'est manifestée en présence de ce malheur : des sommes importantes ont été recueillies pour le soulagement des infortunés qui ont échappé à la mort, et la prière de milliers

d'âmes chrétiennes est montée vers Dieu, lui demandant un lieu de rafraîchissement et de repos pour ces chers disparus. Bon gré mal gré le gouvernement français a dû se rappeler qu'il est à la tête d'un pays où les sentiments catholiques sont encore plus vivants qu'on ne le pense et il a demandé au Cardinal Richard de célébrer à Notre Dame un service funèbre auquel il voulut bien assister.

Pour des raisons qu'il est assez facile de deviner, le gouvernement de M. Waldeck Rousseau n'attendit même pas le retour de M. Loubet pour ordonner cette cérémonie : il trouvait sans doute qu'il fallait profiter du séjour du président de la République en Russie pour excuser son absence à la basilique de Notre Dame, en ce jour de deuil national.

Ce deuil, hélas ! n'empêchera pas les passions politiques de reprendre prochainement leur cours, et lorsque le premier juin, la nouvelle Chambre, issue des récentes élections, se présentera au Palais Bourbon, la France apprendra sans doute, à ses dépens, que le suffrage universel n'a pas amélioré la situation dont elle a tant souffert dans ces dernières années. Dieu sait à quel calcul il a fallu se livrer pour prouver, avec une évidence indiscutable, que... le ministère qu'on voulait renverser sortait vainqueur de la lutte et que les espérances des nationalistes avaient tristement avorté. Un instant, MM. Millerand, Brisson, deux fervents de l'équerre et du chambardement, branlèrent sur leurs bases et il fallut un nouveau scrutin pour les ramener à la surface du gouffre qui faillit les engloutir. Les ballottages ne renforcèrent pas les partisans de l'ordre : Marseille repêcha Brisson, Paris remorqua Millerand... et bientôt nous aurons le plaisir de les revoir à la tribune, et si les dieux le soutiennent jusqu'au bout, le député de la Canebière pourrait bien décrocher un portefeuille. Il lui faut cela, du reste, pour le consoler du quart d'heure d'angoisse que les électeurs lui ont fait passer, et si Waldeck Rousseau songe véritablement à la retraite, il est tout près à recueillir sa succession. Un ministère Brisson après le ministère Waldeck... voilà ce qui attend la France pour la prochaine rentrée de ses représentants. Et alors les amis des changements pourront constater, une fois de plus, que l'on ne gagne pas toujours aux changements.

Le voyage de M. Loubet à St-Petersbourg a été une nouvelle affirmation de l'alliance franco-russe. Des paroles significatives ont été échangées entre le Czar et le président et respirent la paix : tout le monde se plaît à le reconnaître et s'en réjouit. Mais la Russie, pas plus que son alliée, n'échappe aux troubles intérieurs, et l'anarchie ne cesse de s'attaquer aux institutions aristocratiques en attendant qu'elle s'élève jusqu'au trône de l'empereur.

Au moment même où l'escadre du Nord appareillait vers Cronstادت, un scandale — le plus grand du siècle, dit-on — éclatait sur la tête du gouvernement. L'affaire Humbert-Crawford s'étale aujourd'hui, en plein jour, et nul ne s'étonnera d'apprendre que le gouvernement de la défense républicaine n'a pas su ou n'a pas voulu mettre la main sur les escrocs de haut vol qui lui avaient été signalés à plusieurs reprises. Pourquoi ? La suite nous l'apprendra peut-être : mais, dès maintenant, il est permis de juger avec la sévérité qu'elle comporte, la conduite de ces hommes qui ne cessent d'exciter les haines contre les associations de bienfaisance et qui laissent courir, en les couvrant de leur protection, les exploiters infâmes de la crédulité publique. La découverte de ce nouveau pot-aux-roses expliquerait peut-être la hâte avec laquelle, les élections faites, le gouvernement parle de se retirer. Il a bien voulu se charger de liquider, à sa manière, l'affaire Dreyfus : il préfère laisser à d'autres le soin de liquider l'affaire Humbert.

Le cataclysme de la Martinique et l'affaire Humbert ont détourné l'attention publique de la mission militaire qui allait porter aux Etats-Unis le témoignage d'affection de la France républicaine à l'occasion du centenaire de Rochambeau, le vieux maréchal qui, avec Washington et Lafayette, porta secours à la métropole américaine menacée par les états confédérés. C'était pourtant là une démarche de grande portée, surtout après le voyage du prince Henri de Prusse, et il est permis d'y voir une petite niche à l'empereur Guillaume II. La France est jalouse de ses vieilles amitiés, et malgré les velléités du Kaiser de se mettre au mieux avec la République américaine, elle n'a pas crû devoir s'éclipser complètement devant lui. L'occasion se présentait, comme d'elle-même, de resserrer les liens qui existent, depuis un siècle, entre la patrie de Washington et le pays de Lafayette : la France en a profité et elle a bien fait. La statue du « grand Frédéric » que l'empereur allemand a offert à son cousin Rosevelt et à son peuple, n'amoindrira en rien la sincérité des sympathies qui règnent entre les deux républiques.

Disons-le à la louange du souverain d'Allemagne : il ne se contente pas d'offrir des statues à ses amis : il vient de se signaler d'une manière plus digne encore d'un roi. Profitant d'une rapide excursion en Alsace, à ce château du Hoh-Kœnigsbourg où il établira bientôt sa résidence de vacances, il a décrété, en principe, en la renvoyant pour la forme, au Reichstag, la suppression du paragraphe de la dictature. Il faut avoir éprouvé les duretés de cette loi « de fer » pour bien comprendre le cri de soulagement

qui accueillit cette suppression dans les provinces annexes. Par cet acte l'empereur met fin à cette période d' « arbitraire » qui durait depuis trente ans et qui faisait passer un des peuples les plus calmes, les plus pacifiques qu'on puisse rencontrer, pour une sorte de caverne de conspirateurs : il supprime les lois d'exception que Bismark avait inventées pour « gagner » sinon l'affection, du moins la soumission des otages de 1870 : il place l'Alsace-Lorraine sur un pied d'égalité avec les autres Etats de l'Empire ; et s'il n'arrive pas encore, par ce trait de plume, à passer l'éponge sur les souvenirs du passé, il rend l'annexion plus supportable à ceux qui n'ont jamais voulu être annexés. C'est un grand pas qui vient d'être fait et sans nous ranger du côté de ceux qui y voient, à brève échéance, l'achèvement de la germanisation, nous croyons pourtant avec beaucoup d'autres que l'âme alsacienne, si bien décrite par René Bazin, en sortira quelque peu modifiée. L'avenir se chargera de nous le prouver.

Seule, l'Angleterre s'obstine à faire peser sur l'Afrique du Sud, le poids écrasant de sa puissance : jusqu'à présent, du moins, nous n'avons pas de raison de croire le contraire. Le couronnement d'Edouard VII approche à grands pas et nous ne voyons pas encore de colombe pacifique sortir de l'arche de Chamberlain & Cie. On nous en a voulu, et l'on nous en veut encore de trouver que la guerre qui se déroule là-bas dure trop longtemps : mais à qui la faute ? Nous le répétons donc avec la même conviction : c'est trop... et il faudrait en finir.

Le jeune Alphonse **XIII** vient de monter sur le trône au milieu des acclamations d'un peuple qui, récemment encore, ressemblait à un volcan et nous faisait concevoir de craintes pour ce roi de seize ans. Puisse-t-il comprendre qu'il arrive au pouvoir à une heure difficile et trouver autour de lui des conseillers préoccupés de l'honneur et de la prospérité beaucoup plus que de leurs propres intérêts ! Il n'est plus permis aux rois de s'amuser comme dans les drames de Victor Hugo : il a pour lui la jeunesse, et la sympathie de grand nombre : ce sont là des forces quand on sait s'en servir : le crime et la violence peuvent les entraver, sans doute : mais si, comme il l'a promis, le roi d'Espagne veut rester fidèle à Dieu et à l'Évangile, il y trouvera le secret de déjouer les calculs des méchants et de donner un nouvel éclat à la couronne qu'il porte sur le front.

L. W.